

La libéralisation des échanges - sur le plan international - est essentielle pour que les Canadiens aient accès aux marchés mondiaux. Mais qu'en est-il ici au Canada? Les obstacles à la libre circulation des produits, des services, des capitaux et des personnes ont créé des marchés fragmentés.

Il y a deux ans, l'Association des manufacturiers canadiens a estimé que ces obstacles, qui se chiffrent par centaines, coûtent à notre économie plus de 6,5 milliards de dollars. Dans un monde où la compétitivité sur le plan national est à la base de la compétitivité internationale et de la prospérité, les marchés locaux fragmentés favorisent la non-compétitivité. Les barrières commerciales ont été érigées pour protéger les intérêts locaux, mais en réalité elles risquent de vouer les entreprises locales à l'échec le jour où elles sont exposées à la concurrence internationale.

Une étude récente de la Chambre de commerce du Canada a détruit le mythe voulant que les entraves au commerce protègent l'industrie ou que l'industrie souhaite maintenir le statu quo. Elle a conclu que 5 p. 100 seulement de l'industrie profite de ces obstacles.

Vous savez cela. Vous voyez les conséquences des barrières commerciales dans vos activités quotidiennes. Vous connaissez sûrement des entreprises qui n'ont pas réussi à obtenir un contrat, non pas en raison du prix ou de la qualité de leur soumission, mais à cause de l'emplacement de leur siège social ou du lieu de résidence de leurs travailleurs. Certains obstacles au commerce intérieur existent depuis la Confédération, et d'autres sont aussi nouveaux que les fleurs du printemps, mais, tout bien intentionnés qu'aient été leurs auteurs, tous ont des effets semblables qui sont discriminatoires envers les autres Canadiens.

Selon David Morton, président-directeur général d'Alcan, «sans l'abolition des obstacles au commerce interprovincial, nous faisons face à la concurrence internationale les mains liées». En fait, dans certains domaines, nos barrières intérieures rendent le commerce au Canada plus facile pour les étrangers que pour les Canadiens.

Les Canadiens savent qu'il est temps d'abolir ces barrières. Tout au long de 1992, le Comité directeur de la prospérité a consulté plus de 10 000 Canadiens ainsi que des gens d'affaires et des représentants de syndicats, d'établissements d'enseignement et de groupes d'action sociale sur les défis auxquels nous sommes confrontés en tant que nation, en matière de compétitivité et d'apprentissage. Les Canadiens ont indiqué au Comité qu'il était temps d'éliminer tous les obstacles au commerce intérieur. Je suis sûr qu'on ne peut plus d'accord.